



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 05341

Numéro SIREN : 425 050 556

Nom ou dénomination : CARGLASS SAS

Ce dépôt a été enregistré le 08/09/2015 sous le numéro de dépôt 28785

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex - France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

VITRAGE PRO SERVICE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.000 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand
92400 Courbevoie
441 471 596 RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Vps**, société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 441 471 596, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Vps par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Vps (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Vps par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Vps, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Vps et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Vps seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Vps utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- l'absence de prime et le montant du mali de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Vps.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1168).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Vps ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :
 - a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
 - b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,

- c. l'état comptable de la société Vps arrêté au 31 décembre 2014,
- d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.

7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :

- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- approuvé les apports effectués par la société Vps au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 25.443,65 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 39.466,65 euros (soit un passif net apporté de 14.023,00 euros) sur la base des comptes de Vps arrêtés au 31 décembre 2014,
- décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Vps avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
- décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
- modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.

8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Vps par la société Carglass SAS sera publié dans le journal les Echos du 28 10/11 et celui relatif à la dissolution de la société Vps, sera publié dans le journal d'annonces légales les Echos du 28 07 15

DÉPÔT

1. Pour la société Vps :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Vps par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Vps est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie
Le 30/06/2015
En QUATRE exemplaires



CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard



Vps
Monsieur Frédéric Lalevée

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex - France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

OCCITANE DE PARE BRISE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 80.000 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand
92400 Courbevoie
407 488 337 RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Occitane de Pare Brise**, société à responsabilité limitée au capital de 80.000 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 407 488 337, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Occitane de Pare Brise par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Occitane de Pare Brise (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Occitane de Pare Brise par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Occitane de Pare Brise, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Occitane de Pare Brise et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Occitane de Pare Brise seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Occitane de Pare Brise utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- l'absence de prime et le montant du mali de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Occitane de Pare Brise.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1166).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Occitane de Pare Brise ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :

- a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
- c. l'état comptable de la société Occitane de Pare Brise arrêté au 31 décembre 2014,
- d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.

7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :

- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- approuvé les apports effectués par la société Occitane de Pare Brise au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 132.668,01 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 271.717,17 euros (soit un passif net apporté de 139 049,16 euros) sur la base des comptes de Occitane de Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014,
- décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Occitane de Pare Brise avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
- décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
- modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.

8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Occitane de Pare Brise par la société Carglass SAS sera publié dans le journal Le Echo du 08.07.15 et celui relatif à la dissolution de la société Occitane de Pare Brise, sera publié dans le journal d'annonces légales Le Echo du 08.07.15

DÉPÔT

1. Pour la société Occitane de Pare Brise :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Occitane de Pare Brise par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Occitane de Pare Brise est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie

Le 30/06/2015.

En QUATRE exemplaires

CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard



Occitane de Pare Brise
Monsieur Frédéric Lalevée



CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex - France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

ABC PRO PARE BRISE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 215.870 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand
92411 Courbevoie Cedex France
480 164 284 RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Abc Pro Pare Brise**, société à responsabilité limitée au capital de 215.870 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 480 164 284, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Abc Pro Pare Brise par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Abc Pro Pare Brise (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Abc Pro Pare Brise par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Abc Pro Pare Brise, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Abc Pro Pare Brise et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Abc Pro Pare Brise seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Abc Pro Pare Brise utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- ainsi que l'absence de prime et de boni de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Abc Pro Pare Brise.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1165).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Abc Pro Pare Brise ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :
- a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
 - b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
 - c. l'état comptable de la société Abc Pro Pare Brise arrêté au 31 décembre 2014,
 - d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.
7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :
- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
 - approuvé les apports effectués par la société Abc Pro Pare Brise au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 513.941,98 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 253.308,33 euros (soit un actif net apporté de 260.633,65 euros) sur la base des comptes de Abc Pro Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014,
 - décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Abc Pro Pare Brise avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
 - décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
 - modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.
8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Abc Pro Pare Brise par la société Carglass SAS sera publié dans le journal le Echo du 28.04.15, et celui relatif à la dissolution de la société Abc Pro Pare Brise, sera publié dans le journal d'annonces légales le Echo du 28.04.15

DÉPÔT

1. Pour la société Abc Pro Pare Brise :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

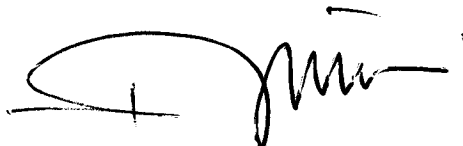
- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Abc Pro Pare Brise par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Abc Pro Pare Brise est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie
Le 30/06/2015
En QUATRE exemplaires



CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard



Abc Pro Pare Brise
Monsieur Frédéric Lalevée

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

PROGLASS ILE-DE-FRANCE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 85.500 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand,
92411 Courbevoie – Cedex France
402 459 622 - RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Proglass Ile de France**, société à responsabilité limitée au capital de 85.500 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 402 459 622, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Proglass Ile de France par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Proglass Ile de France (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Proglass Ile de France par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Proglass Ile de France, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Proglass Ile de France et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Proglass Ile de France seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Proglass Ile de France utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- ainsi que l'absence de prime et de boni de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Proglass Ile de France.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1162).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Proglass Ile de France ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :

- a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,

- b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
- c. l'état comptable de la société Proglass Ile de France arrêté au 31 décembre 2014,
- d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.

7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :

- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- approuvé les apports effectués par la société Proglass Ile France au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 677.397,82 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 397.538,53 euros (soit un actif net apporté de 279.859,29 euros) sur la base des comptes de Proglass Ile de France arrêtés au 31 décembre 2014,
- décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Proglass Ile de France avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
- décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
- modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.

8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Proglass Ile de France par la société Carglass SAS sera publié dans le journal les Echos du 28.06.15, et celui relatif à la dissolution de la société Proglass Ile de France, sera publié dans le journal d'annonces légales les Echos du 28.06.15

DÉPÔT

1. Pour la société Proglass Ile de France :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

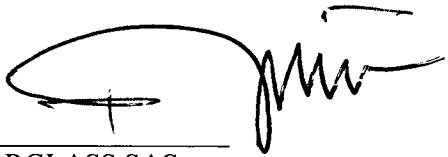
Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

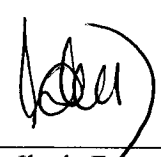
- que la fusion par absorption de la société Proglass Ile de France par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Proglass Ile de France est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie

Le 30/06/2015

En QUATRE exemplaires


CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard


Proglass Ile de France
Monsieur Frédéric Lalevée

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

SOCIETE PB OUEST

Société à Responsabilité Limitée au capital de 80.000 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand,
92400 Courbevoie
407 568 294 - RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Éric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Société Pb Ouest (Pb Ouest)**, société à responsabilité limitée au capital de 80.000 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 407 568 294, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Pb Ouest par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Pb Ouest (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Pb Ouest par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Pb Ouest, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Pb Ouest et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Pb Ouest seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Pb Ouest utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- ainsi que l'absence de prime et de boni de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Pb Ouest.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1167).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Pb Ouest ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :
- a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
 - b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
 - c. l'état comptable de la société Pb Ouest arrêté au 31 décembre 2014,
 - d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.
7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :
- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
 - approuvé les apports effectués par la société Pb Ouest au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 1.139.671,21 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 543.864,41 euros (soit un actif net apporté de 595.806,80 euros) sur la base des comptes de Pb Ouest arrêtés au 31 décembre 2014,
 - décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Pb Ouest avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
 - décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
 - modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.
8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Pb Ouest par la société Carglass SAS sera publié dans le journal Les Echos du 28.04.15, et celui relatif à la dissolution de la société Pb Ouest, sera publié dans le journal d'annonces légales Les Echos du 28.04.15

DÉPÔT

1. Pour la société Pb Ouest :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

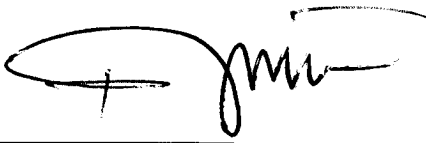
- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Pb Ouest par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Pb Ouest est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie
Le 30/06/2015
En QUATRE exemplaires


CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard


Pb Ouest
Monsieur Frédéric Lalevée

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex - France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

RHONE ALPES PARE BRISE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 49.500 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand
92400 Courbevoie
423 617 786 RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Rhône Alpes Pare Brise**, société à responsabilité limitée au capital de 49.500 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 423 617 786, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Rhône Alpes Pare Brise par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Rhône Alpes Pare Brise (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Rhône Alpes Pare Brise par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Rhône Alpes Pare Brise, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Rhône Alpes Pare Brise et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
- les motifs, buts et conditions de la fusion,
- la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
- la date à partir de laquelle les opérations de la société Rhône Alpes Pare Brise seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
- la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Rhône Alpes Pare Brise utilisés pour établir les conditions de l'opération,
- l'absence de prime et le montant du mali de fusion.

2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Rhône Alpes Pare Brise.
4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1164).

Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.

6. Les sociétés Carglass SAS et Rhône Alpes Pare Brise ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :

- a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
- c. l'état comptable de la société Rhône Alpes Pare Brise arrêté au 31 décembre 2014,
- d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.

7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :

- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- approuvé les apports effectués par la société Rhône Alpes Pare Brise au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 294.198,95 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 478.517,88 euros (soit un passif net apporté de 184 318,93 euros) sur la base des comptes de Rhône Alpes Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014,
- décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Rhône Alpes Pare Brise avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
- décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
- modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.

8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Rhône Alpes Pare Brise par la société Carglass SAS sera publié dans le journal Le Echo du 28 et 11, et celui relatif à la dissolution de la société Rhône Alpes Pare Brise, sera publié dans le journal d'annonces légales Le Echo du 28 et 11

DÉPÔT

1. Pour la société Rhône Alpes Pare Brise :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

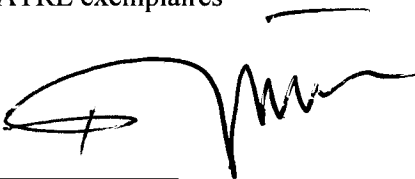
Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Rhône Alpes Pare Brise par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Rhône Alpes Pare Brise est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie

Le 30/06/2015

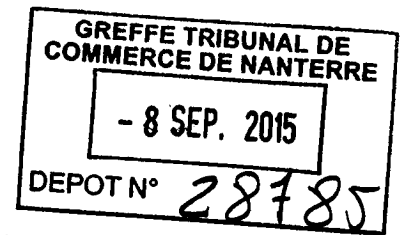
En QUATRE exemplaires



CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard



Rhône Alpes Pare Brise
Monsieur Frédéric Lalevée



CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex
425 050 556 RCS Nanterre

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 30 JUIN 2015

L'AN DEUX MILLE QUINZE,
Le trente juin,

La société Carglass Participations B.V., société de droit néerlandais, ayant son siège social Jeroen Boschlaan 220, 5613 GD Eindhoven– Pays-Bas, représentée par son représentant légal, Monsieur David MELLER, dûment habilité à l'effet des présentes,

Propriétaire de la totalité des actions de la société CARGLASS SAS (la « Société »), agissant en qualité d'Associé unique,

Après avoir rappelé que la société KPMG Audit ID, commissaire aux comptes, et les représentants du comité d'entreprise de la Société ont été préalablement informés de la date et de l'ordre du jour des présentes délibérations,

Après avoir pris acte que l'ensemble des documents désignés ci-après ont été établis conformément aux dispositions légales et mis à la disposition de l'Associé unique dans les délais légaux, à savoir :

- le projet de traité de fusion-absorption des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare Brise, Occitane de Pare Brise, Société PB Ouest et Vitrage Pro Service par la Société ;
- les récépissés de dépôt du greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre du projet de traité de fusion ;
- l'exemplaire du journal d'annonces légales dans lequel ont été insérés les avis de fusion prévu par l'article 236-6 du Code de Commerce ;
- l'avis de fusion publié au BODACC numéro 85-A du 3 mai 2015 sous le n°1161;
- le rapport du Président ;
- le texte des résolutions proposées à l'Associé unique ;
- les statuts de la Société.

Après avoir rappelé l'ordre du jour suivant :

- approbation du projet de fusion par voie d'absorption des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare Brise, Occitane de Pare Brise, Société PB Ouest et Vitrage Pro Service par la Société, sous le régime de l'article L.236-11 du Code de Commerce ;
- approbation des apports-fusion et de leur évaluation ; constatation des malis de fusion ;

- constatation de la réalisation des fusions et de la dissolution simultanée sans liquidation des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare Brise, Occitane de Pare Brise, Société PB Ouest et Vitrage Pro Service ;
- modification corrélative des statuts ;
- questions diverses ; et
- pouvoirs pour les formalités.

Après avoir rappelé que le comité d'entreprise de la Société, consulté concernant lesdits projets de fusion, a rendu un avis négatif sur le sujet, en date du 8 avril 2015.

L'Associé unique a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Proglass Ile de France, société à responsabilité limitée au capital de 85.500 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 402 459 622, aux termes duquel la société Proglass Ile de France fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 677.397,82 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif de Proglass Ile de France évalué à 397.538,53 euros sur la base des comptes de Proglass Ile de France arrêtés au 31 décembre 2014, soit un actif net apporté s'élevant à un montant de 279.859,29 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015 à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption de Proglass Ile de France par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives de Proglass Ile de France avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société Proglass Ile de France, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de Proglass Ile de France à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate que la valeur de l'actif net apporté par Proglass Ile de France, étant de 279.859,29 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société dans les livres de la Société, étant de 279.859,29 euros, la fusion ne dégage pas de boni de fusion.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Proglass Est, société à responsabilité limitée au capital de 150.000 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 452 022 635, aux termes duquel la société Proglass Est fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 121.648,67 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif de Proglass Est évalué à 100.777,63 euros sur la base des comptes de Proglass Est arrêtés au 31 décembre 2014, soit un actif net apporté s'élevant à un montant de 20.871,04 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption de Proglass Est par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives de Proglass Est avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société Proglass Est, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de Proglass Est à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate que la valeur de l'actif net apporté par Proglass Est, étant de 20.871,04 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société dans les livres de la Société, étant de 20.871,04 euros, la fusion ne dégage pas de boni de fusion.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Rhône Alpes Pare Brise, société à responsabilité limitée au capital de 49.500 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 423 617 786 aux termes duquel la société Rhône Alpes Pare Brise fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 294.198,95 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif de Rhône Alpes Pare Brise évalué à 478.517,88 euros sur la base des comptes de Rhône Alpes Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014, soit un passif net apporté s'élevant à un montant de 184.318,93 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015 à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption de Rhône Alpes Pare Brise par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives de Rhône Alpes Pare Brise avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société Rhône Alpes Pare Brise, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de Rhône Alpes Pare Brise à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate la valeur nette du passif de la société Rhône Alpes Pare Brise transmis à la Société étant de 184.318,93 euros au 31 décembre 2014 et la valeur comptable des actions de la société Rhône Alpes Pare Brise dans les livres de la Société étant de 0 euro, la fusion dégagera un mali de fusion d'un montant de 184.318,93 euros. Eu égard à l'absence de plus-values latentes sur les éléments d'actifs de Rhône Alpes Pare Brise, la valeur réelle de la société est égale à sa valeur nette comptable. Par conséquent, le mali généré sur la fusion sera considéré comme un vrai mali à comptabiliser en résultat financier.

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Abc Pro Pare Brise, société à responsabilité limitée au capital de 215.870 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 480 164 284, aux termes duquel la société Abc Pro Pare Brise fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 513.941,98 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif d'Abc Pro Pare Brise évalué à 253.308,33 euros sur la base des comptes d'Abc Pro Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014, soit un actif net apporté s'élevant à un montant de 260.633,65 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption d'Abc Pro Pare Brise par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives d'Abc Pro Pare Brise avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société Abc Pro Pare Brise, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de Abc Pro Pare Brise à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate que la valeur de l'actif net apporté par Abc Pro Pare Brise étant de 260.633,65 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société dans les livres de la Société, étant de 260.633,65 euros, la fusion ne dégage pas de boni de fusion.

CINQUIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Occitane de Pare Brise, société à responsabilité limitée au capital de 80.000 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 407 488 337 aux termes duquel la société Occitane de Pare Brise fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 132.668,01 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif d'Occitane de Pare Brise évalué à 271.717,17 euros sur la base des comptes d'Occitane de Pare Brise arrêtés au 31 décembre 2014, soit un passif net apporté s'élevant à un montant de 139.049,16 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015 à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption d'Occitane de Pare Brise par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives d'Occitane de Pare Brise avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société Occitane de Pare Brise, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital d'Occitane de Pare Brise à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate la valeur nette du passif de la société Occitane de Pare Brise transmis à la Société étant de 139.049,16 euros au 31 décembre 2014 et la valeur comptable des actions de la société Occitane de Pare Brise dans les livres de la Société étant de 0 euro, la fusion dégage un mali de fusion d'un montant de 139.049,16 euros. Eu égard à l'absence de

plus-values latentes sur les éléments d'actifs d'Occitane de Pare Brise, la valeur réelle de la société est égale à sa valeur nette comptable. Par conséquent, le mali généré sur la fusion sera considéré comme un vrai mali à comptabiliser en résultat financier.

SIXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et Société PB Ouest, société à responsabilité limitée au capital de 80.000 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 407 568 294, aux termes duquel Société PB Ouest fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 1.139.671,21 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif de Société PB Ouest évalué à 543.864,41 euros sur la base des comptes de Société PB Ouest arrêtés au 31 décembre 2014, soit un actif net apporté s'élevant à un montant de 595.806,80 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption de Société PB Ouest par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives de Société PB Ouest avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de Société PB Ouest, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de Société PB Ouest à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate que la valeur de l'actif net apporté par Société PB Ouest, étant de 595.806,80 euros et la valeur nette comptable des actions de ladite société dans les livres de la Société, étant de 595.806,80 euros, la fusion ne dégage pas de boni de fusion.

SEPTIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du projet de traité de fusion-absorption conclu en date du 15 avril 2015 entre la Société et la société Vitrage Pro Service ("VPS"), société à responsabilité limitée au capital de 10.000 euros, ayant son siège social sis 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92400 Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 441 471 596 aux termes duquel la société VPS fait apport à la Société, à titre de fusion, de la totalité de son patrimoine, soit l'ensemble de ses biens, droits et obligations, correspondant à un actif total évalué à 25.443,65 euros, à charge pour la Société de prendre en charge le passif de VPS évalué à 39.466,65

euros sur la base des comptes de VPS arrêtés au 31 décembre 2014, soit un passif net apporté s'élevant à un montant de 14.023,00 euros, avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015 à 00h01,

approuve purement et simplement dans toutes ses dispositions le projet de traité de fusion simplifiée, décide la fusion par voie d'absorption de VPS par la Société avec effet juridique ce jour à 23h59, et prend acte de ce que ladite fusion-absorption entraîne la prise en charge de l'ensemble des obligations actives et passives de VPS avec effet rétroactif, d'un point de vue comptable et fiscal, au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

L'Associé unique constate, en application des articles L.236-9 et R. 236-5-1 du Code de commerce, l'absence de modification importante de l'actif et du passif de la Société et de la société VPS, entre la date de l'établissement du projet de traité de fusion en date du 15 avril 2015 et la date des présentes décisions.

L'Associé unique constate que la Société détenait la totalité des actions composant le capital de VPS à la date du dépôt du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre et que la présente fusion est en conséquence soumise aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de commerce et qu'il n'y a pas lieu à établissement d'un rapport d'échange, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

L'Associé unique constate la valeur nette du passif de la société VPS transmis à la Société étant de 14.023,00 euros au 31 décembre 2014 et la valeur comptable des actions de la société VPS dans les livres de la Société étant de 0 euro, la fusion dégagera un mali de fusion d'un montant de 14.023,00 euros. Eu égard à l'absence de plus-values latentes sur les éléments d'actifs de VPS, la valeur réelle de la société est égale à sa valeur nette comptable. Par conséquent, le mali généré sur la fusion sera considéré comme un vrai mali à comptabiliser en résultat financier.

HUITIEME DECISION

L'Associé unique constate la réalisation définitive de la fusion-absorption des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône-Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare Brise, Occitane de Pare Brise, Société PB Ouest et VPS par la Société, ainsi que la dissolution de plein droit, sans liquidation, desdites sociétés à compter de ce jour à 23h59, avec effet rétroactif, d'un point de vue fiscal et comptable au 1^{er} janvier 2015, à 00h01.

En conséquence de ce qui précède, l'Associé unique confère, en tant que de besoin, au Président et/ou au Directeur Général de la Société, avec faculté de délégation, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de fusion-absorption et de dissolution, par lui-même ou par le mandataire par lui désigné, d'établir tous les actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui s'avèreraient nécessaires et, en général, de remplir toutes formalités et faire toutes déclarations, notamment la déclaration de régularité et de conformité prévue à l'article L.236-6 du Code de commerce.

NEUVIEME DECISION

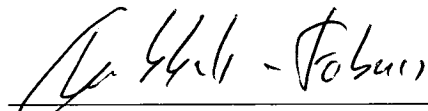
En conséquence des décisions prises ci-dessus, l'Associé unique décide de modifier comme suit **l'article 6 – Apports** des statuts de la Société. Il est ajouté à cet article le nouvel alinéa rédigé comme suit :

"Aux termes des décisions du 30 juin 2015, l'Associé unique a approuvé la fusion par voie d'absorption par la Société des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône-Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare Brise, Occitane de Pare Brise, Société PB Ouest et Vitrage Pro Service, dont elle détenait toutes les actions. Ces opérations étant placées sous le régime des fusions simplifiées, elles n'ont pas donné lieu ni à échange de titres, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion".

DIXIEME DECISION

L'Associé Unique, donne tous pouvoirs au Directeur Général de la Société, à l'effet d'accomplir toutes formalités légales de publicité.

De tout ce qui est dessus, il a dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par l'Associé unique.



CARGLASS PARTICIPATIONS B.V.

Représentée par Monsieur Leon Gubbels-Fabris

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT DE NANTERRE

Le 12/08/2015 Bordereau n°2015/1 460 Case n°22

Ext 11392

Enregistrement : 500 €

Pénalités :

Total liquidé : cinq cents euros

Montant reçu : cinq cents euros

Le Contrôleur des finances publiques

Pierre GERMAIN
Contrôleur
des Finances publiques

CARGLASS SAS

Société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 €
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France
425 050 556 RCS Nanterre

(Société Absorbante)

PROGLASS EST

Société à Responsabilité Limitée au capital de 150.000 euros
Siège social : 107 Boulevard de la Mission Marchand,
92411 Courbevoie Cedex France
452 022 635 - RCS Nanterre

(Société Absorbée)

DÉCLARATION DE RÉGULARITÉ ET DE CONFORMITÉ

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Eric Girard, agissant en qualité de Directeur Général de la société **Carglass SAS**, société par actions simplifiée au capital de 29.080.300 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 425 050 556, **Société Absorbante**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Directeur Général de la Société Absorbante ;

et

Monsieur Frédéric Lalevée, agissant en qualité de Gérant de la société **Proglass Est**, société à responsabilité limitée au capital de 150.000 euros, dont le siège social est situé 107 Boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie cedex France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 452 022 635, **Société Absorbée**, habilité à signer la présente déclaration en sa qualité de Gérant de la Société Absorbée ;

Font les déclarations suivantes se rapportant à la fusion-absorption de la société Proglass Est par la société Carglass SAS en application des dispositions des articles L.236-6, alinéa 3, et R.236-4 du Code de Commerce.

EXPOSÉ

1. Dans le cadre du projet de fusion des sociétés Carglass SAS (**Société Absorbante**) et Proglass Est (**Société Absorbée**), les représentants légaux des deux sociétés ont arrêté le projet de traité de fusion-absorption de la société Proglass Est par la société Carglass SAS le 15 avril 2015.

Il est précisé que la société Carglass SAS ayant détenu, dans les conditions prévues à l'article L.236-11 du Code de Commerce, la totalité des titres de la société Proglass Est, la fusion a été réalisée selon le régime prévu audit article.

En outre et conformément aux dispositions de l'article L.236-3 II, il n'y a pas lieu de procéder à l'émission d'actions de la société Carglass SAS contre des titres de la société Proglass Est et, en conséquence, au calcul d'un rapport d'échange.

Le projet de traité de fusion-absorption susvisé contenait les mentions prévues par l'article R.236-1 du Code de Commerce, à savoir, compte tenu de l'application des dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce précité :

- la forme, la dénomination et le siège social de toutes les sociétés participantes,
 - les motifs, buts et conditions de la fusion,
 - la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission a été prévue,
 - la date à partir de laquelle les opérations de la société Proglass Est seront, d'un point de vue comptable, considérées comme accomplies par la société Carglass SAS,
 - la date à laquelle ont été arrêtés les comptes de la société Proglass Est utilisés pour établir les conditions de l'opération,
 - l'absence de prime et de boni de fusion.
2. Conformément aux dispositions de l'article L.236-11 du Code de Commerce, il n'y a pas eu lieu à l'établissement des rapports mentionnés au quatrième alinéa de l'article L.236-9 du Code de Commerce et à l'article L.236-10 du même code.
 3. Le projet de traité de fusion signé le 15 avril 2015 a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en deux exemplaires le 20 avril 2015, un pour le compte de la société Carglass SAS, et un pour le compte de Proglass Est.
 4. L'avis prévu par l'article R.236-2 du Code de Commerce faisant mention des dépôts ci-dessus a été transmis au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre pour publication au BODACC ("Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales").
 5. L'avis transmis par le Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre a été publié au BODACC le 3 mai 2015 à Nanterre (BODACC n° 85 A annonce n°1163).
- Aucune opposition n'a été faite par les créanciers sociaux dans les délais prévus par le Code de Commerce.
6. Les sociétés Carglass SAS et Proglass Est ont mis à la disposition de leurs associés à leurs sièges sociaux respectifs, un mois au moins avant la date des décisions de l'Associé unique de Carglass SAS :
 - a. le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,

- b. les comptes annuels et rapports de gestion des trois derniers exercices des sociétés participant à l'opération de fusion,
- c. l'état comptable de la société Proglass Est arrêté au 31 décembre 2014,
- d. la copie de la publication dans le BODACC concernant le projet de fusion.

7. Le 30 juin 2015, l'Associé unique de la société Carglass SAS a :

- approuvé le projet de traité de fusion du 15 avril 2015,
- approuvé les apports effectués par la société Proglass Est au titre de la fusion, ainsi que l'évaluation qui en a été faite dans le projet de traité de fusion, à savoir la totalité de son actif de 121.648,67 euros, moyennant la prise en charge de la totalité de son passif s'élevant à 100.777,63 euros (soit un actif net apporté de 20.871,04 euros) sur la base des comptes de Proglass Est arrêtés au 31 décembre 2014,
- décidé la réalisation juridique de la fusion par absorption de la société Proglass Est avec effet au 30 juin 2015 à 23h59,
- décidé que ladite fusion prend effet d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2015, à 00h01 date de réalisation de la fusion,
- modifié l'article 6 « Apports » des statuts de la société Carglass SAS.

8. L'avis relatif à la réalisation de la fusion-absorption de la société Proglass Est par la société Carglass SAS sera publié dans le journal Les Echos du 28.07.15, et celui relatif à la dissolution de la société Proglass Est, sera publié dans le journal d'annonces légales Les Echos du 28.07.15

DÉPÔT

1. Pour la société Proglass Est :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 14 avril 2015.

2. Pour la société Carglass SAS :

Seront déposées au Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre en UN SEUL exemplaire :

- La présente déclaration ;
- UNE copie certifiée conforme et enregistrée du procès-verbal de l'Associé unique du 30 juin 2015 ;
- UNE copie certifiée conforme des statuts mis à jour.

DÉCLARATION

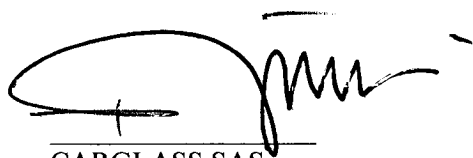
Ces faits exposés, les soussignés déclarent :

- que la fusion par absorption de la société Proglass Est par la société Carglass SAS a été régulièrement réalisée, conformément à la loi et aux dispositions du Code du Commerce ;
- que la société Proglass Est est définitivement dissoute.

Fait à Courbevoie

Le 30/06/2015

En QUATRE exemplaires



CARGLASS SAS
Monsieur Eric Girard



Proglass Est
Monsieur Frédéric Lalevée

CARGLASS S.A.S.

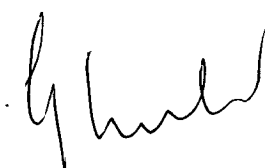
Société par Actions Simplifiée au capital de 29.080.300 euros
Siège social : 107, boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie Cedex
425 050 556 - RCS Nanterre

STATUTS

Statuts mis à jour

PV de DAU du 30 juin 2015

(Modification de l'article 6 - Apports)



Gary Lubner
Président

I - FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE-APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 1 - Forme

La Société a été constituée le 5 novembre 1999 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous forme de société anonyme le 12 novembre 1999. Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2004, elle a été transformée en société par actions simplifiée. Cette Société, sous sa forme nouvelle, sera régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents statuts.

La Société fonctionnera indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne.

Article 2 - Objet

CARGLASS SAS a pour activité en France et à l'étranger :

- l'achat, la vente en gros ou au détail, le stockage, le négoce, l'importation, l'exportation, la fabrication, la distribution, le traitement de tout matériel en verre, plastique et produits similaires ainsi que de tous accessoires et pièces de rechange pour bateaux et véhicules (notamment automobiles, camions, autobus, tracteurs, engins de travaux publics etc....) et plus généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières, à titre principal ou pour le compte de tiers ;
- l'exploitation et la gestion des filiales, succursales et des centres de son réseau effectuant la pose, le remplacement et la réparation des vitres, pare-brise, toits ouvrants, accessoires automobiles et autres pièces de rechanges pour bateaux et véhicules (notamment automobiles, camions, autobus, tracteurs, engins de travaux publics etc..) sous quelque forme que ce soit (location, sous-location, dépôt) ;
- la gestion à distance, par tout système de communication et d'information approprié, de prospects ou de clients en vue de la résolution de leurs sinistres bris de glace ;
- la prise d'intérêt ou de participation de façon directe ou indirecte dans toute société sous quelque forme que ce soit exerçant des activités en relation avec l'administration, la gestion, le contrôle et développement de ces prises de participations, la gestion de sa trésorerie ;
- et généralement, toutes opérations, notamment commerciales, industrielles, financières, civiles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, notamment par voie de prêt ou d'emprunt ou d'octroi de garanties ou de sûretés couvrant ses obligations ou celles des sociétés apparentées.

Article 3 - Dénomination Sociale

La Société a pour dénomination sociale :

CARGLASS S.A.S.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au

Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4 - Siège Social

Le siège social est fixé :

107, boulevard de la Mission Marchand, 92411 Courbevoie Cedex

Il pourra être transféré en tout autre endroit par simple décision du Président de la Société. Ce dernier est autorisé à modifier immédiatement les statuts en conséquence.

Article 5 - Durée

La durée de la Société est de quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports

Aux tenues d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 22 décembre 2003, le capital social a été augmenté d'un montant de 4.020.300 euros par création de 40.203 actions nouvelles de 100 euros de nominal chacune, entièrement libérées et attribuées à la société CARGLASS AUTOGLASS BV, société de droit néerlandais dont le siège social est situé Laan van Diepenvoorde 16, 5582 La Waalre, Pays-Bas, immatriculée au Registre du Commerce d'Amsterdam sous le numéro 33202129, en rémunération d'un apport en nature effectué par ladite société pour un montant net de 30.000.000 euros.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2004, la société CARGLASS SAS (RCS Nanterre 338 466 790) a fait apport à la Société de la totalité de son actif moyennant la prise en charge de son passif et ce, pour une valeur globale de 209.784.873 euros. Placée sous le régime des fusions simplifiées, l'opération n'a donné lieu ni à échange d'actions de la société absorbante contre les actions de la société absorbée, ni à augmentation de capital et a entraîné la dissolution sans liquidation de ladite société.

L'associé unique a approuvé le 30 juin 2010 avec effet au 30 juin 2010, la fusion par voie d'absorption par la Société de la société Distri-Plus SAS, dont elle détenait déjà toutes les actions. En conséquence, l'opération ne s'est traduite par aucune augmentation de capital de la Société.

La société Distri-Plus SAS a fait apport à la Société de la totalité de son actif évalué à 10.476.033 € moyennant la prise en charge de la totalité de son passif évalué à 3.702.876 €, soit un actif net apporté s'élevant à 6.773.157 €. La fusion a dégagé un boni technique de fusion s'élevant à 3.446.893 €.

L'associé unique a approuvé le 30 juin 2010 avec effet au 30 juin 2010, la fusion par voie d'absorption par la Société de la société Distriglass SAS, dont elle détenait déjà toutes les actions. En conséquence, l'opération ne s'est traduite par aucune augmentation de capital de la Société.

La société Distriglass SAS a fait apport à la Société de la totalité de son actif évalué à 14.121.345 € moyennant la prise en charge de la totalité de son passif évalué à 6.687.197 €, soit un actif net apporté s'élevant à 7.434.151 €. La fusion a dégagé un boni technique de fusion s'élevant à 5.260.221 €.

L'associé unique a approuvé le 30 juin 2010 avec effet au 30 juin 2010, la fusion par voie d'absorption par la Société de la société Assurpose Réseau SARL, dont elle détenait déjà toutes les parts sociales. En conséquence, l'opération ne s'est traduite par aucune augmentation de capital de la Société.

La société Assurpose Réseau SARL a fait apport à la Société de la totalité de son actif évalué à

188.755,35 € moyennant la prise en charge de la totalité de son passif évalué à 315.607,66 €, soit un actif net apporté s'élevant à 173.147,69 €. La fusion a dégagé un mali technique de fusion s'élevant à 1.320.852,31 €.

L'associé unique a approuvé le 30 juin 2010 avec effet au 30 juin 2010, la fusion par voie d'absorption par la Société de la société Capiron SAS, dont elle détenait déjà toutes les actions. En conséquence, l'opération ne s'est traduite par aucune augmentation de capital de la Société.

La société Capiron SAS a fait apport à la Société de la totalité de son actif évalué à 3.362,74 € moyennant la prise en charge de la totalité de son passif évalué à 1.674,40 €, soit un actif net apporté s'élevant à 1.688,34 €. La fusion a dégagé un mali de fusion s'élevant à 23.311,66 €.

Aux termes des décisions du 30 juin 2015, l'Associé unique a approuvé la fusion par voie d'absorption par la Société des sociétés Proglass Ile de France, Proglass Est, Rhône-Alpes Pare Brise, Abc Pro Pare-Brise, Occitane de Pare-Brise, Société PB Ouest et Vitrage Pro Service, dont elle détenait toutes les actions. Ces opérations étant placées sous le régime des fusions simplifiées, elles n'ont pas donné lieu ni à échange de titres, ni à augmentation de capital, ni à constitution d'une prime de fusion.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 29.080.300 € (euros). Il est divisé en 290.803 actions d'une valeur nominale de 100 € (euros) chacune. Le capital peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions fixées par les lois et règlements applicables.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérables soit en numéraire, soit par apport en nature, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, soit par incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission, soit par conversion d'obligations.

Les actions nouvelles sont émises, soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Les associés délibérant collectivement fixent le mode et les conditions de libération des actions nouvelles.

Toutefois, les associés délibérant collectivement peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation du capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est négociable pendant toute la durée de la souscription.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si les associés délibérant collectivement l'ont décidé expressément, les actions non souscrites à titre irréductible sont attribuées aux associés qui auront souscrit à titre réductible un nombre d'actions supérieur à celui qu'ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions, à titre irréductible ou réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation du

capital, le Président peut utiliser les facultés prévues ci-dessous ou certaines d'entre elles seulement, dans l'ordre qu'il détermine :

- (a) limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la double condition que ce montant ait atteint les trois-quarts au moins de l'augmentation décidée et que cette faculté ait été expressément prévue par les associés délibérant collectivement lors de l'émission ;
- (b) répartir le solde des actions entre personnes (associés ou tiers) de son choix, si les associés délibérant collectivement n'en ont pas décidé autrement.

Si après l'exercice de ces facultés, les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, ou les trois quarts de cette augmentation au cas prévu au (a) ci-dessus, l'augmentation de capital n'est pas réalisée.

Toutefois, dans la mesure où elles représentent moins de 3 % de l'augmentation de capital, les actions non souscrites peuvent être réparties par le Président.

Les associés délibérant collectivement qui décident l'augmentation de capital peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription sur la totalité ou une ou plusieurs tranches de l'augmentation et statueront à cet effet sur les rapports du Président et du ou des commissaires aux comptes.

La suppression du droit préférentiel de souscription ne peut se faire qu'au profit d'une ou plusieurs personnes dénommées qui ne peuvent prendre part au vote.

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles.

Le capital social peut également être réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision des associés statuant dans les conditions de l'article 23.1.

Article 9 - Libération des actions

Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement immédiat de la totalité du montant nominal des actions souscrites. Les versements peuvent intervenir par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues à l'encontre de la Société.

Article 10 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres et comptes tenus à cet effet par la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Article 11 - Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Article 12 - Modalités de transmission des actions - Inaliénabilité - Agrément

1. La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par virement de compte à compte. La Société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception d'un

ordre de mouvement et, au plus tard, dans les trente (30) jours qui suivent celle-ci. Les actions seront négociables après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ou lors de la réalisation définitive de l'augmentation du capital.

Le transfert ou la cession d'actions, à titre onéreux ou à titre gratuit, que ce soit entre associés ou à un tiers, sont libres de toute approbation préalable au niveau de la Société.

2. La Société ne peut acheter ou souscrire à ses propres actions sauf si cet achat ou cette souscription est suivi(e) d'une réduction de capital annulant lesdites actions.

Article 13 - Droits et obligations attachés aux actions

13.1 Bénéfices et actif social

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

13.2 Adhésion aux statuts

La possession d'une action emporte de plein droit, adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises collectivement par les associés. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Les héritiers, ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens de la Société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

13.3 Responsabilité

Les associés ne sont responsables du passif social que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent. Toutefois, les associés dont les apports ou les avantages particuliers n'ont pas été vérifiés et approuvés, peuvent être tenus solidairement responsables avec les fondateurs et le Président et le Directeur Général alors en fonction, des dommages résultant pour les autres associés ou pour les tiers, de l'annulation de la Société.

II - ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 - Présidence

1. La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique d'au plus 70 ans ou personne morale, associé ou non de la Société.
2. En cours de vie sociale, le Président est désigné par décision des associés prise à la majorité simple des voix des associés. Il est nommé pour une (1) année renouvelable, s'entendant de la période courue entre deux décisions collectives annuelles consécutives des associés.

En cas de maladie ou d'absence du Président, les associés peuvent, pour une durée maximale de un an renouvelable, nommer un fondé de pouvoir assurant les fonctions de Président intérimaire, avec les mêmes pouvoirs que le Président en titre, et pour une durée prenant fin automatiquement et de plein droit lors du retour du Président.

3. Les fonctions de Président prennent fin soit par la démission, soit par la révocation à tout moment, soit, pour une personne morale, par l'ouverture à son encontre d'une procédure de

redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire; pour une personne physique, par le prononcé à son encontre de peines de faillite personnelle, interdiction de diriger.

4. La révocation du Président est prononcée à tout moment par décision des associés prise à la majorité simple des voix des associés.

En outre, le Président est révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé de la Société.

5. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 15 - Pouvoirs du Président

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société vis-à-vis des tiers et, en particulier, vis-à-vis des autorités bancaires, et pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des attributions exercées collectivement par les associés et de celles attribuées au comité exécutif.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous les actes et engagements de la Société sont valablement signés par le Président, ou le cas échéant, par le fondé de pouvoir remplissant provisoirement les fonctions de Président, agissant dans les limites de ses pouvoirs.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Les pouvoirs du Président peuvent être limités, à titre de mesure interne, par une décision collective des associés. Toute limitation des pouvoirs du Président par une décision collective des associés est sans effet à l'égard des tiers.

Article 16 - Directeur général

Un autre dirigeant, ayant la qualité de Directeur général, personne physique d'au plus 70 ans ou personne morale, peut être désigné par une décision collective des associés.

Le Directeur Général engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Les associés peuvent néanmoins limiter ses pouvoirs et soumettre certains actes à une autorisation préalable.

Le Directeur Général peut consentir à tous mandataires et fondés de pouvoirs de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il est nommé pour une (1) année renouvelable, s'entendant de la période courue entre deux décisions collectives annuelles consécutives des associés.

Sous réserve des accords passés entre la société et le Directeur Général, le Directeur général est révocable à tout moment par une décision collective des associés.

En outre, le Directeur général est révocable par le tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé de la Société.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur général, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur général peut cumuler son mandat avec un contrat de travail.

Article 17 - Comité exécutif

Un comité exécutif composé de deux membres au moins et de six membres au plus, associés ou non, n'ayant pas la qualité de dirigeant en leur seule qualité de membre du comité exécutif, est nommé pour une (1) année s'entendant de la période courue entre deux décisions collectives annuelles consécutives des associés.

Le Président est membre de droit du comité exécutif, étant entendu qu'aucune des dispositions du présent article relatives à la nomination, la révocation et l'exercice du mandat des membres du comité exécutif ne lui sont applicables.

Les personnes morales de toute forme, françaises ou étrangères, peuvent faire partie du comité exécutif. Dans ce cas, elles sont tenues de désigner un représentant permanent.

Les membres du comité exécutif sont nommés au cours de la vie sociale par une décision collective des associés. Ils sont rééligibles.

Les membres du comité exécutif peuvent cumuler leur mandat avec un contrat de travail.

Les membres du comité exécutif peuvent être révoqués à tout moment par une décision collective des associés.

Si un siège d'un membre du comité exécutif devient vacant par suite de décès ou de démission, dans l'intervalle de deux décisions collectives, le comité exécutif peut pourvoir provisoirement à son remplacement.

Dans ce cas, les nominations faites à titre provisoire par le comité exécutif sont soumises à la ratification de la prochaine décision collective.

Le membre du comité exécutif nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Si ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par une décision collective, les délibérations prises et les actes accomplis par le comité exécutif n'en demeurent pas moins valables.

Si une personne morale membre du comité exécutif révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

Les délégués du comité d'entreprise exerceront les droits qui leur sont accordés à l'article L.432-6 du Code du Travail, auprès du comité exécutif.

Article 18 - Pouvoirs et délibérations du comité exécutif

18-1 Pouvoirs

Le comité exécutif est investi des pouvoirs suivants :

- assister le Président dans l'arrêté des comptes annuels (inventaire, compte de résultat, bilan et annexe);
- si requis, établir les documents de gestion prévisionnelle prévus à l'article L.232-2 du Code de Commerce;
- coopter un ou plusieurs membres du comité exécutif en remplacement des membres du comité exécutif décédés ou démissionnaires.

18-2 Délibérations

Les réunions du comité exécutif sont présidées par le Président. En son absence, le comité exécutif est présidé par le membre le plus âgé.

A la diligence du Président, le comité exécutif se réunit, soit au siège social, soit en tout autre endroit en France ou à l'étranger, indiqué sur la convocation, soit par vidéoconférences ou téléconférences.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les personnes participant à la séance du comité exécutif.

Tout membre du comité exécutif peut donner par tout moyen écrit, même par lettre, par télécopie ou courriel, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du comité exécutif. Chaque membre du comité exécutif peut disposer, au cours d'une même séance, d'une ou plusieurs procurations.

Les dispositions qui précèdent sont applicables au représentant permanent d'une personne morale membre du comité exécutif.

Pour la validité des délibérations un membre du comité exécutif au moins devra être présent.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre du comité exécutif disposant d'une voix pour lui-même et d'une voix pour chaque membre du comité exécutif qu'il représente ; en cas de partage des voix, celle du Président n'est pas prépondérante.

Les membres du comité exécutif, ainsi que toute personne appelée à assister à une séance du comité, sont tenus à discrétion à l'égard des informations confidentielles ou données comme telles par le Président.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux insérés dans un registre spécial. Ces procès-verbaux sont signés par le Président. En cas d'empêchement du Président, le procès-verbal est signé par un membre du comité exécutif.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président ou, le cas échéant, par le Directeur Général.

Il est suffisamment justifié du nombre des membres du comité exécutif en exercice et de leur présence par la production d'un extrait ou d'une copie du procès-verbal.

Article 19 - Conventions entre la Société et le Président, le Directeur Général ou un actionnaire

Toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, son Directeur Général, ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes dans un délai d'un (1) mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes de la Société doit établir un rapport sur lesdites conventions conclues au cours de l'exercice écoulé et le présenter aux associés lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice. Les associés statuent sur ledit rapport.

Les conventions non approuvées par les associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et le cas échéant le Directeur Général d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions prévues ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Article 20 - Commissaires aux comptes

Le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leurs fonctions conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement, sont nommés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés par décision des associés prises à la majorité simple des voix dont disposent les associés, pour une durée de six (6) exercices.

III - DECISIONS DES ASSOCIES

Article 21 - Objet des décisions des associés

1. Les associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour décider des opérations suivantes :
 - l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats ainsi que des budgets de fonctionnement ;
 - la nomination du ou des commissaires aux comptes ;
 - l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ;
 - les opérations de fusion ou d'apport partiel d'actifs ou de scission ;
 - la transformation de la Société ;
 - la prorogation de la durée de la Société ;

- la dissolution de la Société ;
 - l'adoption ou la modification des clauses relatives à (i) l'inaliénabilité des actions, (ii) l'agrément préalable d'un cessionnaire d'actions, (iii) l'exclusion d'un associé ou la suspension de ses droits non pécuniaires, lorsqu'elles existent ;
 - l'extension ou la modification de l'objet social ;
 - la nomination et la révocation du Président ;
 - la nomination et la révocation du Directeur Général ;
 - la nomination et la révocation des membres du comité exécutif ;
 - la modification des statuts, à l'exception des modifications relatives au siège social ;
 - toutes autorisations à donner, le cas échéant, au Président ou au Directeur Général, à raison des limitations de pouvoirs internes pouvant exister.
2. Toute autre décision relève de la compétence du Président, le cas échéant du Directeur Général ou du comité exécutif dans les limites fixées par les présents statuts.

Article 22 - Périodicité des consultations

Les associés doivent prendre une décision collective au moins une fois par an, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, pour approuver les comptes de cet exercice.

Les autres décisions collectives sont prises à toute époque de l'année.

Article 23 - Majorité

1. L'unanimité des associés est requise pour les décisions relatives à l'adoption ou à la modification des clauses statutaires instaurant ou relatives à :
- l'inaliénabilité temporaire des actions ;
 - la cession "forcée" des actions d'un associé et la suspension des droits non pécuniaires de cet associé ;
 - un agrément préalable de la Société pour la cession d'actions ;
 - des décisions entraînant une augmentation des engagements de la totalité des associés.
2. Sauf dispositions expresses des statuts, les autres décisions collectives sont adoptées à la majorité simple des voix des associés.

Article 24 - Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

Article 25 - Modes de consultation des associés

1. Les décisions collectives des associés sont prises à l'initiative du Président et, à défaut, à la demande de tout associé.

2. Les décisions collectives sont prises par tout moyen, notamment en assemblées générales, par consultations écrites ou par téléconférences, dans les conditions visées aux articles 26, 27 et 28 des présents statuts.

Les décisions collectives des associés doivent être prises au moyen de la procédure de l'article 26 et non de celles des articles 27 et 28, chaque fois qu'un associé le demandera. Dans tous les autres cas, les modalités de la consultation sont décidées par le Président.

Article 26 - Assemblées générales

L'assemblée générale est convoquée par le Président, ou le cas échéant, par un associé ou le représentant légal d'un associé, au moyen d'une lettre simple adressée à chaque associé et le cas échéant, au Président, dix (10) jours au moins avant la date de la réunion et mentionnant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Lorsque tous les associés sont présents ou représentés ou sont d'accord pour le faire, l'assemblée générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée générale peut être convoquée en tout lieu indiqué sur la convocation, en France ou à l'étranger.

L'assemblée générale est présidée par le Président. A défaut, l'assemblée générale élit son président de séance.

L'assemblée générale ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

Les associés peuvent se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou toute autre personne de leur choix. Chaque associé peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Article 27 - Consultations écrites

En cas de délibération par voie de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des associés, par courrier recommandé, ou, en cas d'urgence, par télécopie, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi aux associés,
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix (10) jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote,
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibération (adoption ou rejet),
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins de vote.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case sont cochées pour une même

résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social, par courrier, ou, en cas d'urgence, par télécopie confirmée par courrier.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins de vote, le Président établit et signe le procès-verbal des délibérations. La décision est réputée prise à la date de réception du dernier bulletin ou à la date d'expiration du délai de dix (10) jours susmentionné si tous les bulletins n'ont pas encore été retournés dans ce délai.

Pendant le délai de réponse, tout associé peut exiger du Président toutes explications complémentaires.

Article 28 - Téléconférences (téléphoniques ou audiovisuelles)

Lorsque les délibérations sont prises par voie de téléconférence, le Président informe chaque associé au moyen d'une lettre simple cinq (5) jours au moins avant la date de la délibération, mentionnant la date, l'heure, les modalités d'accès à la téléconférence et l'ordre du jour de la délibération. Si tous les associés en sont d'accord et sont présents ou représentés, la téléconférence peut se tenir sans délai, sur simple convocation verbale.

Le Président, dans la journée de la délibération, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance portant :

- l'identité (les nom et prénoms) des associés votant, et, le cas échéant, des associés qu'ils représentent ;
- celle des associés ne participant pas aux délibérations (non votants) ;
- ainsi que, sous chaque résolution, l'identité des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement une copie par télécopie ou tout autre moyen à chacun des associés. Les associés votant en retournent une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre moyen. En cas de mandat, une preuve des mandats est également envoyée le jour même au Président, par télécopie ou tout autre moyen.

Article 29 - Procès-verbaux

1. Les décisions des associés prises en assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux qui indiquent le mode de consultation, le lieu et la date de la réunion, le nombre d'actions détenues par les associés présents et représentés, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont signés par le Président.

Une feuille de présence est établie et signée lors de l'entrée en séance, indiquant l'identité des associés présents ou représentés, et pour ces derniers, le nom de leur mandataire, ainsi que le nombre d'actions détenues par les associés présents ou représentés.

2. Les consultations écrites sont également constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président et indiquant le mode de consultation, la date de la consultation, le nombre d'actions détenues par les associés présents et représentés, les documents et rapports soumis à discussion,

le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les bulletins de vote, et les preuves d'envoi de ces bulletins de vote sont annexés au procès-verbal et font partie intégrante de celui-ci.

3. Les consultations par voie de téléconférence sont également constatées dans un procès-verbal établi et signé par le Président et contenant les mêmes mentions que visées au paragraphe 2 ci-dessus ainsi qu'un exposé des débats.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies du procès-verbal retournées par les associés, sont annexées audit procès-verbal et en font partie intégrante.

4. Les procès-verbaux signés par le Président et leurs annexes sont conservés, par ordre chronologique, dans un registre à feuillets mobiles. Les copies et extrait des procès-verbaux sont certifiés conformes par le Président ou, le cas échéant, par le Directeur Général ayant pouvoir d'engager la société.

Article 30 - Information des associés

1. Quel qu'en soit le mode, toute consultation des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à cette approbation.
2. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant au plus tard au moment de la convocation.

Article 31 - Associé unique

1. Dans l'hypothèse de réunion des actions de la Société en une seule main, cette situation n'entraînera pas automatiquement la dissolution de la Société en l'absence de décision de l'associé unique à cet effet.
2. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Il se prononce sous la forme de décisions unilatérales portant tant sur le fonctionnement courant de la Société que sur les modifications des statuts.
3. Les décisions de l'associé unique seront répertoriées dans un registre.
4. Pour l'application de l'article 19 des présents statuts, en cas d'associé unique il sera seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président ou son Directeur Général. Le ou les commissaire(s) aux comptes n'aura (ont) pas à établir et présenter un rapport sur lesdites conventions. L'associé unique devra approuver lesdites conventions.
5. Aucune des dispositions relatives à la convocation préalable aux décisions d'associés (articles 25, 26, 27 et 28) et à l'adoption de décisions à l'unanimité n'est applicable en cas d'associé unique.

Article 32 - Exercice social

L'exercice social commence le **1er janvier** et finit le **31 décembre**.

Sur le bénéfice de chaque exercice, tel que défini par la loi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi

que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

En outre, les associés peuvent, par décision collective, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les associés décidant une distribution de dividendes, ont la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie des dividendes, une option entre le paiement en numéraire ou en actions. Cette faculté vaut non seulement pour le paiement des dividendes mais aussi pour le paiement des acomptes sur dividendes.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation du Président du Tribunal de Commerce compétent.

Article 33 - Dissolution anticipée

1. La dissolution anticipée de la Société peut être décidée à tout moment par décision collective des associés statuant à la majorité prévue à l'article 23-1.
2. Si l'un quelconque des associés fait l'objet d'une procédure de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire, les autres associés, statuant à l'unanimité, pourront décider de la dissolution de la Société.
3. La dissolution de la Société pourra également être prononcée par décision de justice à la demande de tout intéressé si les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social et ne sont pas reconstitués dans les délais légaux.
4. La dissolution met fin aux fonctions du Président, le cas échéant du Directeur Général et des membres du comité exécutif ; le ou les commissaire(s) aux comptes conserve(nt) son (leur) mandat.

Article 34 - Liquidation

Hormis les cas de fusion, de scission ou de dissolution décidée par l'associé unique, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

La décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

Les associés sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat, et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision des associés est prise à la majorité des voix des associés.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.